

# CEA Bulletin trimestriel

Mai à Août



## APERÇU CORPORATIVE :

*Cette édition du Bulletin de la CEA met en lumière les principales réalisations dans des domaines clés, notamment le renforcement du consensus, le plaidoyer, le soutien aux États membres et la production de connaissances. En outre, un aperçu de la Conférence FFD4, du Forum politique de haut niveau (HLPF) et du Sommet de la SADC, entre autres, présente les contributions de la CEA aux discussions régionales et mondiales en amont du Sommet de l'avenir.*

Neuf ans après l'adoption historique du Programme d'Action d'Addis-Abeba pour le financement du développement, les États membres des Nations Unies se sont de nouveau réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 22 au 26 juillet 2024, pour renouveler l'engagement en faveur du financement du développement durable et de l'avancement des Objectifs de Développement Durable (ODD). Lors de cette première réunion préparatoire à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis-Abeba, les ministres des

Finances et des Affaires étrangères ont appelé à repenser le système financier international dans l'intérêt des pays en développement. La réunion s'est conclue par un accent renouvelé sur le comblement des lacunes dans le financement des ODD et la réforme de l'architecture financière internationale. Les ministres des Finances et des Affaires étrangères ont appelé à une action radicale pour réformer cette architecture, renforcer la position des pays en développement au sein des institutions internationales et canaliser des milliards de dollars vers le développement durable en Afrique et dans d'autres pays en développement. En prélude de Sommet de l'avenir, la première session du Comité préparatoire (PrepCom) a évalué les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba et a identifié des mesures pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. En savoir plus : <https://financing.desa.un.org/preparatory-process-ffd4/first-prepcom>



Lors du 44<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC à Harare, au Zimbabwe, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Claver Gatete, a appelé la SADC à renforcer son potentiel et à diriger l'Afrique dans l'élaboration des solutions innovantes et locales pour le développement durable. Sous le thème : « Promouvoir l'innovation pour débloquer des opportunités de croissance économique durable et de développement vers une SADC industrialisée », M. Gatete a déclaré que la SADC peut diriger l'Afrique dans les solutions locales en matière de mobilisation des ressources nationales et de financement innovant pour lutter contre les impacts climatiques et soutenir le développement. Déclaration complète : <https://www.uneca.org/stories/statement-by-claver-gatete-at-the-44th-sadc-summit-of-heads-of-state-and-government>

La SADC possède la majorité des réserves mondiales d'or, de cuivre, de cobalt, de lithium, de chrome, du graphite et de platine. Elle dispose également d'importantes ressources agricoles et d'élevage. En intensifiant les chaînes de valeur régionales dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des minéraux critiques, la région pourrait récolter les bénéfices d'une industrialisation durable, atteindre la sécurité alimentaire, créer des emplois et développer des compétences pour réduire la pauvreté et les inégalités.

*« Il n'y a aucune raison pour que l'Afrique importe des denrées alimentaires pour un montant de 120 milliards USD par an alors que la SADC peut être le grenier de l'Afrique »*  
**- Claver Gatete, Secrétaire exécutif de la CEA**



Lors de la 45<sup>ème</sup> session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA sous le thème : **Former un Africain adapté au 21<sup>e</sup> siècle :**

Construire des systèmes éducatifs résilients pour un accès accru à un apprentissage inclusif, de qualité et pertinent en Afrique tout au long de la vie. M. Gatete a détaillé les actions clés nécessaires en termes d'investissements délibérés dans la recherche et le développement en Afrique, qui ne représentent actuellement que 0,45 pour cent du PIB. Il a souligné que les filières STEM sont fondamentales pour tirer parti des technologies intelligentes et de l'intelligence artificielle. Déclaration complète : <https://www.uneca.org/fr/stories/allocation-de-claver-gatete-%C3%A0-la-quarante-cinqui%C3%A8me-session-ordinaire-du-conseil-ex%C3%A9cutif>

**L'Afrique du Nord s'engage dans la réforme de l'architecture financière mondiale :**

Le ministère de l'Économie et des Finances du Maroc en collaboration avec le système des Nations Unies au Maroc et avec le soutien de la CEA, a organisé une table ronde sur la réforme de l'architecture financière mondiale le 12 juillet 2024, à Rabat. Les discussions ont porté sur la note de politique n° 6 du Secrétaire général de l'ONU, qui décrit la création d'un système financier mondial plus inclusif pour faciliter la mise en œuvre des ODD. Ce débat a contribué aux préparatifs du Sommet de l'avenir, prévu à New York les 22 et 23 septembre 2024.



## Allocution de Ms. Hanan Morsy, UNECA

Réunion d'experts du 7<sup>ème</sup> CTS de l'UA sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration : lors de cette réunion, la Secrétaire exécutive adjointe de la CEA (Programmes), Mme Hanan Morsy, a souligné la nécessité de renforcer l'alignement des politiques macroéconomiques et sectorielles et de tirer parti de l'assistance coordonnée des organismes régionaux et des partenaires pour le développement. L'objectif est de réaliser une croissance inclusive et une durabilité durable à l'échelle du continent. Elle a également souligné l'importance de capitaliser sur les opportunités offertes par la Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale en matière de fiscalité pour combattre les flux financiers illicites (FFI), le FFD4 et la présidence sud-africaine du G20 en 2025. Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/stories/opening-remarks-by-ms.-hanan-morsy-at-the-ministerial-meeting-of-the-7th-stc-on-finance%2C>

Lors d'un webinaire consultatif pour les parties prenantes africaines sur les travaux du **Groupe d'experts du Secrétaire général sur les minéraux critiques pour la transition énergétique et le Cadre mondial de l'ONU pour une transition énergétique juste**, Antonio Pedro, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA (Appui au programme) a souligné que la transparence et les pratiques commerciales équitables sont essentielles pour une transition énergétique juste en Afrique. Il a également accentué que la course vers la neutralité carbone « zéro net » ne doit pas exacerber la pauvreté, perpétuer l'injustice, porter atteinte aux droits de l'homme, générer des emplois non durables ni priver les propriétaires des ressources et les investisseurs de retours équitables. En savoir plus : <https://www.uneca.org/stories/opening-remarks-by-mr.-antonio-pedro-at-the-consultative-webinar-for-african-stakeholders-on>

## FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU - APERÇU DU HLPF.

Lors du Forum politique de haut niveau (HLPF) de juillet 2024 à New York, le Secrétaire exécutif, au nom des commissions régionales, [a appelé les États membres, les partenaires, le système des Nations Unies et toutes les parties prenantes](#) à renforcer les partenariats pour construire des institutions efficaces, responsables et inclusives afin d'accélérer la réalisation de l'objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces) des objectifs de développement durable (ODD). Il a également souligné la nécessité d'une cohérence politique à travers les cadres de gouvernance et de revues régulières basées sur les données. M. Gatete a plaidé pour une responsabilité et une inclusivité accrue afin d'atteindre l'Objectif 16 des ODD, insistant sur [un nouvel élan nécessaire pour inverser les progrès stagnants et les reculs dans la réalisation des ODD](#).

Lors d'un point de presse conjoint en marge du HLPF, M. Gatete [a appelé les pays à explorer des réformes du cadre commun d'allégement de la dette afin de mieux faire face à l'endettement élevé et croissant en Afrique](#). Il a également souligné les difficultés d'accès au financement pour les priorités du continent, en particulier les fonds concessionnels qui sont à long terme et moins coûteux. La réforme du système de financement mondial est urgente, car elle peut limiter l'accès aux ressources essentielles nécessaires à la mise en œuvre des ODD.

Les États membres africains présents au HLPF ont présenté leurs examens nationaux volontaires (ENV) mettant en valeur les efforts déployés pour mettre en œuvre les ODD et l'Agenda 2063, dans un contexte de défis urgents, tels qu'un endettement élevé, les impacts climatiques, les conflits et l'instabilité dans certains pays. [Une étape importante pour le continent a été le Soudan du Sud, qui a présenté les résultats de son premier examen national volontaire le 16 juillet lors d'une session laboratoire ENV sur le thème](#) : « Contre toute attente : des ENV significatifs dans les situations fragiles et affectées par un conflit », organisée en marge du HLPF. La présentation du Soudan du Sud a marqué la réalisation par l'Afrique de la couverture universelle des examens nationaux volontaires, dans un contexte d'appels au renforcement des systèmes statistiques en Afrique. <https://www.uneca.org/eca-events/eca-at-hlpf2024>

# FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS CLÉS DE LA CEA

## Chaînes de valeur régionales

- **Avancement de l'Initiative BEV** : Lors de la 5ème édition du *Katanga Business Meeting* (KBM) tenue à Kolwezi (3-4 mai 2024), la société Buenassa a annoncé la réception d'un montant de 3,5 millions de dollars américains du Gouvernement de la République Démocratique du Congo. (RDC). Cette subvention provenant des Fonds de Promotion de l'Industrie de la RDC représente le premier versement pour le financement du développement du projet de raffinerie de cuivre et de cobalt de Buenassa (usine hydrométallurgique), qui jouera un rôle clé dans le développement d'une chaîne de valeur intégrée autour de la transformation des batteries et véhicules électriques. Ce projet s'inscrit dans l'engagement du gouvernement à promouvoir une industrialisation responsable et un développement économique régional vert avec un impact positif durable sur les communautés locales, avec le soutien de ses partenaires, dont la CEA.
- **L'industrialisation stimulera la croissance et le développement économiques nationaux et régionaux** : lors de la 7ème Semaine et exposition de l'industrialisation de la SADC, qui a débuté à Harare, au Zimbabwe, le 28 juillet 2024, la CEA a souligné que les Zones Économiques Spéciales (ZES) constituent un outil politique important pour soutenir le développement du secteur privé, y compris micro, petites et moyennes entreprises.
- En Afrique centrale, la CEEAC et la CEA travaillent à **renforcer le partenariat autour du développement des chaînes de valeur régionales** pour faciliter et accélérer la création d'industries telles que les zones économiques spéciales de nouvelle génération (NGSEZ) en RDC et en Zambie pour établir suffisamment de ZES transfrontalières pour attirer davantage d'investissements. Le Cameroun, le Tchad et le Congo sont bien avancés dans la maturation des ZES à l'échelle nationale.

## Renforcer les chaînes de valeur régionales – Un aperçu de l'industrie du cuir en Éthiopie

Le secrétaire exécutif, M. Claver Gatete, a visité deux usines de cuir afin d'apprécier de près les efforts déployés par le gouvernement éthiopien pour renforcer sa production de cuir. « Je suis impressionné par la qualité des produits et la diversité de la main-d'œuvre, y compris les femmes et les jeunes. Outre les exportations vers l'Asie, l'Europe et les États-Unis, nous envisageons la manière dont la CEA peut soutenir la montée en gamme pour pénétrer davantage de marchés africains dans le cadre de la ZLECAf », a-t-il déclaré.



## Technologie et innovation

- **Pacte numérique mondial (GDC) - La CEA et l'organisme *Research ICT Africa* (RIA) organisent une consultation régionale ouverte sur la déclaration politique du zéro projet de l'Afrique :** la CEA, en collaboration avec *Research ICT Africa* (RIA), a organisé une consultation ouverte en ligne sur la politique de l'avant-projet de l'Afrique dans le cadre des efforts continus visant à aligner et identifier les principales priorités de l'Afrique au sein du Pacte numérique mondial (Global Digital Compact - GDC). Les discussions ont porté sur la réduction de la fracture numérique, la promotion de l'inclusion dans l'économie numérique et la promotion d'un environnement numérique ouvert, sûr et sécurisé.

Des consultations supplémentaires ont eu lieu avec **les Ambassadeurs de la jeunesse panafricains de la gouvernance de l'Internet**, centrées sur la [GDC Rev2](#) et son alignement sur les besoins et les priorités du continent africain du point de vue des jeunes.

Dans le même esprit, une séance d'examen a été organisée avec le secteur privé africain en collaboration avec l'Alliance africaine des technologies de l'information et de la communication (AfICTA) pour le secteur privé africain, visant à solliciter des contributions et des commentaires sur la [GDC Rev.1](#), publiée en mai. 15, 2024.

- In efforts to move the Digital ID agenda, a two-day validation workshop for The Gambia's National Digital ID and Digital Transformation Strategy (2023 – 2028) took place on 16-17 May 2024.

**Google, la CEA, Camden Education Trust et d'autres partenaires s'associent pour former des jeunes et des éducateurs de 14 pays africains en préparation aux compétitions nationales et mondiales de l'Olympiade mondiale de robotique.** Plus de 9 000 jeunes Africains âgés de 8 à 18 ans originaires de 14 pays africains se préparent à participer à des championnats nationaux, menant à [l'Olympiade mondiale de robotique \(WRO\)](#) d'ici la fin de l'année, dans le but de favoriser l'innovation, le soutien politique et la coopération dans les domaines de l'informatique et de la STIAM. (Sciences, Technologie, Ingénierie, Arts et Mathématiques) à travers le continent. Cette initiative a été annoncée lors du [Forum des entreprises africaines \(ABF\)](#).



## Changement climatique

- **Appui de la CEA au Groupe africain des négociateurs :** Le Centre africain pour les politiques climatiques a organisé un atelier régional sur la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris à Victoria Falls, au Zimbabwe. L'atelier s'est tenu sur le thème « Réglementer les marchés du carbone : renforcer les capacités pour la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris » et visait à fournir une plate-forme pour discuter et échanger des points de vue sur les questions liées à l'état de la participation africaine au marché mondial du carbone, sa préparation et les opportunités de développer des marchés régionaux.
- **Les États insulaires s'engagent à améliorer la coordination lors du dialogue de haut niveau coorganisé par la CEA lors de la 4<sup>e</sup> Conférence internationale des PEID :** Le Président de la République des Seychelles et le Premier ministre du Cap-Vert ont coorganisé le dialogue de haut niveau sur le renforcement des partenariats pour la résilience climatique et le financement durable, coorganisé par les Seychelles en tant que président de la Commission climatique des États insulaires d'Afrique (AISCC), aux côtés des autres États insulaires d'Afrique, de la CEA, de la Commission de l'océan Indien (COI) et de divers partenaires. Cet événement a eu lieu lors de la 4<sup>e</sup> Conférence internationale des petits États insulaires en développement (SIDS4) à St. John's, Antigua-et-Barbuda, du 27 au 30 mai. La 4<sup>e</sup> édition des PEID s'est terminée par la publication de l'Agenda d'Antigua-et-Barbuda pour les PEID (ABAS) – une déclaration renouvelée pour une prospérité résiliente. La CEA est chargée de soutenir les États membres de l'AIS dans sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation. En savoir plus : <https://www.uneca.org/fr/stories/les-%C3%A9tats-insulaires-s%E2%80%99engagent-%C3%A0-renforcer-la-coordination-lors-du-dialogue-de-haut-niveau>



- **Inspirés par l'Initiative Green Legacy de l'Éthiopie, les experts concluent la 46<sup>e</sup> réunion des Nations Unies sur les changements climatiques pour les pays les moins avancés en appelant à accélérer l'adaptation et la résilience :** un groupe d'experts participant à la 46<sup>e</sup> réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour les pays les moins avancés a conclu avec un appel à accélérer les efforts en matière d'adaptation et de résilience. Organisé du 19 au 22 août à Addis-Abeba, le Groupe d'experts des pays les moins avancés (LEG) a félicité le pays hôte, l'Éthiopie, pour son initiative Green Legacy, qui a intégré le reboisement et la restauration des paysages dans son plan de protection contre le changement climatique et les écosystèmes. <https://www.uneca.org/stories/inspired-by-ethiopia's-green-legacy-initiative%2C-experts-conclude-46th-un-climate-change>

## ZLECAf

- **Progrès vers un mécanisme africain d'approvisionnement groupé pour améliorer la qualité et la sécurité des fournitures médicales pour un continent résilient :** Le Mécanisme africain d'achat groupé (APPM) est le résultat d'une décision du Sommet de l'Union africaine, au cours de laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu la nécessité d'établir un mécanisme de passation des marchés groupés sous la direction du CDC Afrique et ont approuvé l'AMSP comme plate-forme du mécanisme. Par conséquent, l'Initiative pharmaceutique ancrée dans la ZLECAf est désormais mise en œuvre dans le cadre de l'APPM, comme convenu dans la Feuille de route pour opérationnaliser l'Initiative pharmaceutique dans une phase de démarrage du Mécanisme africain d'achats groupés.
- **Atelier de capitalisation mutuelle :** Pour faire progresser l'opérationnalisation des stratégies nationales de la ZLECAf, le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest en collaboration avec le Cadre intégré renforcé - Organisation mondiale du commerce (CIR-OMC) et la Société islamique internationale de financement du commerce du groupe de la Banque islamique de développement (ITFC-BID), a organisé un « atelier de capitalisation mutuelle sur les expériences régionales dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en Afrique de l'Ouest et du Nord.
- **Les parties prenantes unissent leurs forces pour faire progresser la stratégie de mise en œuvre de la ZLECAf en Éthiopie :** le ministère éthiopien du Commerce et de l'Intégration régionale (MoTRI), en collaboration avec le l'Institut d'études politiques (PSI), avec le soutien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), a organisé un forum national pour l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'événement a rassemblé plus de 70 participants issus de divers secteurs, notamment des industries privées, des représentants du gouvernement, des universités, des jeunes, des femmes et des partenaires de développement.
- **Le secteur privé mauricien, en collaboration avec la CEA, consulte sur les besoins pressants des MPME, informé par le rapport national conjoint :** le Bureau sous-régional pour l'Afrique australe (SRO-SA) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a soutenu la Chambre de commerce de Maurice et L'industrie organisera un atelier pour présenter et discuter du rapport national intitulé « Impact du Covid-19 et de la crise russo-ukrainienne sur les MPME à Maurice ». Le rapport a été produit par la CEA conjointement avec la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI), l'Association des fabricants mauriciens (AMM) et le Conseil des entreprises de la SADC, sur la base d'une enquête menée auprès des MPME à Maurice.
- **Progrès du programme de corridor LAPSSET :** La Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec le gouvernement du Kenya, a récemment accueilli la quatrième réunion du Conseil ministériel du programme LAPSSET Corridor. Pour en savoir plus sur la manière dont la CEA facilite le développement du programme LAPSSET.

## Macroéconomie, gouvernance et finance

- **Renforcement des systèmes financiers pour le développement durable en Afrique :** Dans le cadre d'une étape importante vers le renforcement des systèmes de finances publiques, des experts et des parties prenantes de toute l'Afrique se sont réunis pour un atelier sur les cadres de financement nationaux intégrés (INFF) en mai. L'événement de deux jours visait à élaborer une stratégie sur la mobilisation et l'utilisation des ressources financières pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) en Afrique.
- **Les banques centrales d'Afrique se réunissent pour un atelier pionnier sur le développement de la monnaie locale et des marchés de capitaux :** dans le cadre d'une initiative historique visant à renforcer la stabilité financière et la croissance économique, les banques centrales de toute l'Afrique se sont réunies pour un atelier technique axé sur le développement du financement en monnaie locale et du marché des capitaux. Cet événement crucial a été organisé conjointement par la CEA en collaboration avec la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (TDB), le Fonds d'échange de devises (TCX), le programme de renforcement du secteur financier en Afrique (FSD-Africa) et avec le soutien de la Fondation Bill & Melinda Gates.
- **Renforcer la transparence des méthodologies de notation de crédit :** la CEA et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) ont organisé un atelier à Accra avec des parties prenantes du Ghana, de Zambie et des principales agences de notation de crédit, dont S&P Global et Moody's, pour discuter des méthodologies de notation de crédit.
- **Relever les défis de la dette dans les entreprises publiques :** dans un effort concerté pour relever les défis croissants de la dette des entreprises publiques en Afrique, la CEA a organisé un atelier de haut niveau avec des décideurs financiers, des experts du secteur et des organisations internationales pour partager meilleures pratiques et développer des solutions stratégiques pour une gestion efficace de la dette des entreprises publiques à travers le continent.

## Regard sur le dividende démographique de l'Afrique

- **Le Burkina Faso s'est engagé à opérationnaliser l'approche budgétaire sensible au dividende démographique dans son budget 2025 :** Dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route de l'Union africaine sur le dividende démographique à travers l'investissement dans la jeunesse, le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest a organisé un Dialogue politique national avec les parlementaires et les décideurs politiques sur la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD) au Burkina Faso.
- Dans le même ordre d'idées, un appui technique est fourni au Togo alors qu'il progresse dans l'intégration du dividende démographique et d'une budgétisation sensible au genre dans son budget 2025.
- **Par ailleurs, le Niger, face à une croissance démographique rapide, est également en bonne voie pour inclure le dividende démographique dans ses processus de planification financière.**

## Statistiques et données

- **Sixième Forum africain des statistiques sur le genre :** les femmes et les filles ont joué un rôle central alors que l'UA et la SADC se sont concentrées sur le financement des données sur le genre pour le développement. Le Forum a également appelé les pays et la région à investir et à collaborer davantage pour financer la production et l'utilisation de données sur le genre afin d'améliorer les conditions de vie des femmes et des filles.
- Les discussions mensuelles « STATsTalks » ont continué à offrir un espace pour démystifier les statistiques avec davantage de webinaires organisés, entre autres sujets, les plateformes nationales de reporting pour les objectifs de développement durable en Afrique.

## Gouvernance et amélioration de l'efficacité

- La CEA et le gouvernement de l'État de Kaduna ont organisé une formation sur une application de vérification des retraités pour le personnel de KADRIMA et du Bureau des pensions. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large du gouvernement de l'État visant à numériser et à améliorer l'efficacité des services gouvernementaux, garantissant que les retraités reçoivent une vérification rapide et sans tracas.



## Urbanisation :

- Renforcer la capacité de l'espace fiscal des villes africaines. Ce projet de compte DA vise à renforcer les capacités des gouvernements municipaux en Afrique pour développer et mettre en œuvre des réformes politiques et des stratégies visant à élargir et à construire un espace fiscal urbain résilient dans le cadre des priorités nationales de construction d'avenir.

## Partenariats :

La CEA a organisé sa 2e réunion des partenaires à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'événement a réuni plus de 45 partenaires mondiaux pour discuter de la mise en œuvre des programmes intégrés pluriannuels de la CEA visant à favoriser des partenariats solides et à mobiliser des ressources essentielles. La réunion a abordé les défis importants mis en évidence lors de la 56e Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et du 10e Forum régional africain sur le développement durable.

## FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- **Équiper les dirigeants pour résoudre les défis fonciers en Afrique à travers une approche d'économie politique** : L'Institut d'études sur la pauvreté, la terre et l'agriculture (PLAAS), à l'Université du Cap-Occidental, en collaboration avec le Centre africain de politique foncière (ALPC) de la CEA, a organisé un cours intensif de cinq jours sur l'économie politique de la gouvernance foncière en Afrique pour doter les dirigeants des compétences nécessaires pour résoudre les défis fonciers auxquels le continent est confronté tant en termes légaux que pratiques..
- **La CEA, GEIDCO et l'APUA s'associent pour promouvoir le secteur des véhicules électriques et des technologies de stockage d'énergie** : une formation organisée sur le thème : Partage des véhicules électriques (VE) et des technologies de stockage d'énergie (EST) pour le développement durable de l'Afrique » du 4 au 14 juin. L'édition 2024 a attiré plus de 140 participants venus de 25 pays africains, issus des ministères des transports et de l'énergie, des commissions de l'énergie, des compagnies d'électricité et du monde universitaire, ainsi que de la CEA et de la BAD.
- **La CEA et ses partenaires ont également organisé une formation** sur la conception du marché de l'électricité à Nairobi, qui a souligné l'importance de réduire les risques des investissements, en particulier dans un environnement où le continent attire une fraction des investissements énergétiques mondiaux. Cela nécessite un examen sérieux du système politique et réglementaire.
- **Le Secrétariat du Commonwealth, la CEA et la GIZ, en collaboration avec le ministère zambien du Commerce et de l'Industrie, ont organisé un atelier de formation** pour les responsables commerciaux du MCTI et d'autres responsables gouvernementaux, du secteur privé et des organisations de la société civile. L'atelier visait à renforcer les connaissances, les compétences et les capacités des responsables commerciaux zambiens dans les domaines de la théorie et des preuves du commerce international, de l'analyse de la politique commerciale, des négociations commerciales et de l'utilisation des préférences commerciales dans le cadre de plusieurs accords commerciaux.
- **Atelier de renforcement des capacités pour les agents fiscaux libyens** : la CEA, en partenariat avec l'administration fiscale égyptienne, a dispensé une formation sur les normes comptables internationales, les rapports financiers et la documentation fiscale, et en mettant l'accent sur l'amélioration de la conformité et de la collecte des recettes dans le secteur industriel.

## GÉNÉRATION DE CONNAISSANCES

**Libre circulation des personnes à des fins commerciales** : vers une ratification accélérée du Protocole de l'Union africaine au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement, à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord de libre circulation continentale africaine. Zone commerciale ». Ce rapport conjoint de la CEA et de l'UA met en garde contre l'impact négatif de la lente progression de la ratification de ce protocole. Ce retard pourrait entraver le développement des capacités humaines et la mobilité des compétences nécessaires pour une croissance inclusive et un développement en Afrique. Télécharger le rapport : <https://repository.uneca.org/handle/10855/50018>

**Rapport sur le développement durable en Afrique (ASDR)** : présenté en marge du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable à New York, le Rapport sur le développement durable en Afrique 2024 de la CEA, de la BAD et l'UA souligne l'importance cruciale d'un financement accru pour le développement. Le rapport, intitulé : « Renforcer le programme 2030 et l'Agenda 2063 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : la mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes » <https://repository.uneca.org/handle/10855/50186>

Fin de mandat de la cohorte 2024 des boursiers de la CEA : Vingt jeunes professionnels africains de 17 pays de la cohorte 2024 des « Bourses de la CEA pour jeunes professionnels africains » ont terminé leur programme. Le programme, supervisé par la Division de la planification stratégique, de la surveillance et des résultats (SPORD), est conçu pour améliorer les compétences et les capacités des boursiers à résoudre les problèmes de développement affectant l'Afrique, notamment l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063.



## NOS ÉVÉNEMENTS CLÉS :

*Événements à venir* pour la période de septembre à décembre 2024.

Après près de 7 ans de rénovations, le Africa Hall de la CEA sera rouvert avec des fonctionnalités technologiques améliorées, un nouveau centre

de visiteurs et une exposition permanente le 21 octobre 2024 avant la Journée des Nations Unies. [Africa Hall](#), est un symbole historique et emblématique de l'unité africaine. **Plus** : <https://www.uneca.org/africa-hall> **pour le programme, cliquez ici** : [https://www.uneca.org/eca-events/sites/default/files/resources/documents/africa-hall/reopening-of-africa-hall/inauguration\\_of\\_africa\\_hall\\_programme\\_copy\\_cb\\_comment.pdf](https://www.uneca.org/eca-events/sites/default/files/resources/documents/africa-hall/reopening-of-africa-hall/inauguration_of_africa_hall_programme_copy_cb_comment.pdf)

